

depuis le moment où il avait fait dire par la reine elle-même, dans le discours de trône, qu'il était forcé de demander l'état de siège en Irlande.

Lundi dernier, le chef du cabinet avait dit, à la Chambre des Lords, qu'il comptait pouvoir, avant vingt-quatre heures, exposer son programme. Ce programme s'est en effet formulé, dès le lendemain, à la Chambre des Communes, par la proposition de supprimer la ligue nationale irlandaise et toutes les autres associations regardées comme factieuses. Bien que la discussion se soit engagée sur une autre proposition, c'est en réalité sur le fond de la situation que la Chambre a voté. Lord Salisbury l'avait si bien compris qu'il a provoqué lui-même le vote, en disant qu'il voyait clairement que la question posée était une question ministérielle et qu'il fallait la résoudre. C'est sous cette impression qu'on a procédé au scrutin qui, par 329 voix contre 250, a mis le cabinet en minorité de 79 voix. Ce résultat a été accueilli par des applaudissements formidables partis des bancs où siègent les libéraux et les Irlandais. Un représentant du gouvernement s'est alors borné à dire que le cabinet comprenait la signification du vote, et il a demandé l'ajournement de la Chambre.

Deux jours après, Lord Salisbury remettait à Osborne, entre les mains de la Reine, sa démission et celle de ses collègues. Sa Majesté a fait appeler Mr. Gladstone qui est naturellement et nécessairement indiqué comme l'homme auquel le pouvoir va de lui-même. Au moment où nous écrivons, les négociations pour la formation du ministère libéral n'ont pas encore abouti, et d'aucuns lui prédisent déjà une durée éphémère.

Que va-t-il se passer ? Il n'y a qu'un point sur lequel tous soient d'accord, c'est le maintien de l'unité et de l'intégrité de l'empire britannique, de la souveraineté du Royaume-Uni. La Reine, inspirée alors par Lord Salisbury et les torys, a dit dans le discours du trône : " Je suis résolument opposée à tout dérangement de cette loi fondamentale ; et dans ma résistance, je suis convaincue que je serai cordialement soutenue par mon Parlement et par mon peuple." De son côté, M. Gladstone a dit : " Si ce paragraphe signifie l'intention du gouvernement de maintenir l'unité et l'intégrité de l'empire, j'y donne une entière adhésion." Et, enfin, M. Parnell lui-même, le chef et le dictateur du parti irlandais a dit : " J'espère qu'on pourra donner un gouvernement personnel à l'Irlande, tout en gardant des garanties suffisantes pour l'intégrité de l'empire et la souveraineté de la Couronne."

Toutefois, il faut regarder au fond de ces déclarations et en extraire le vrai sens.

Notre pays et l'Australie font aussi partie intégrante de l'Empire